



Parcoursup : « Les élèves ne sont pas égaux dans la capacité à trier les informations »

A quelques jours de l'ouverture de la plate-forme Parcoursup, la sociologue Agnès van Zanten interroge les discours méritocratiques sur l'orientation et la logique selon laquelle « plus d'information » et « plus d'inspiration » permettent aux élèves de mieux s'orienter. A partir du 22 janvier, des centaines de milliers de candidats pourront se connecter sur la plate-forme Parcoursup pour y inscrire leurs vœux de formation dans l'enseignement supérieur. Agnès van Zanten est sociologue spécialiste des questions d'éducation, directrice de recherche à l'Observatoire sociologique du changement (CNRS, Sciences Po), et auteure de plusieurs études sur la formation des élites et les pratiques d'orientation des lycéens.

Comment les lycées accompagnent-ils les élèves dans leur orientation vers l'enseignement supérieur ?

Admission post bac (APB) et maintenant Parcoursup, mais aussi la réforme du lycée, réclament des élèves et des enseignants un engagement plus précoce dans l'orientation qu'auparavant. Dans les établissements favorisés, la question de l'orientation dans le supérieur est abordée très tôt, souvent dès la seconde, où l'on propose aux jeunes de commencer à réfléchir à l'après-bac, à leurs envies, à les hiérarchiser. Cela leur laisse le temps de mûrir un projet tout au long du lycée, de l'adapter à leurs notes, etc. Les enseignants, voire le chef d'établissement, s'investissent personnellement dans ces problématiques, et ce d'autant plus que les élèves y optent pour un nombre réduit de filières sélectives du supérieur qu'ils finissent par bien connaître. Ils donnent ainsi des conseils plus personnalisés et stratégiques aux élèves : suivre telle spécialité ou option, demander une formation plutôt qu'une autre moins adaptée, etc.

Dans les lycées plus défavorisés, c'est moins le cas, car ces établissements sont mobilisés sur d'autres questions (réussite au bac, décrochage, difficultés sociales des élèves, problèmes de discipline, dossiers de bourses...). Résultat : dans ces lycées, la question de l'orientation arrive plus tardivement dans l'année et se cantonne souvent à de l'information sur la procédure d'admission dans le supérieur : tel ou tel renseignement à fournir, se connecter tel jour pour inscrire ses vœux, etc. Les élèves ne tirent pas autant profit de la procédure car le contenu du discours est plus « générique ».

Internet et les multiples informations sur l'enseignement supérieur qui s'y trouvent ne permettent-ils pas de mettre les élèves à égalité ?

C'est en tout cas ce qui est parfois avancé par les sites proposant une « aide à l'orientation » sur Internet, et c'est un peu la logique qui sous-tend aussi Parcoursup, ses promoteurs disant aux élèves : « Sur la plate-forme, nous allons vous donner plein d'informations et de statistiques afin que vous soyez en mesure de “bien” vous orienter, de peser le pour et le contre, etc. ». Sauf que les élèves ne sont pas égaux dans la capacité à comprendre et à trier ces informations pour les intégrer à une stratégie d'orientation.

Une de nos recherches encore en cours a consisté à observer dans une série de lycées aux profils différents comment les élèves recherchent sur le Web des informations sur les formations. Ceux de milieu favorisé ont tendance à entrer des mots-clés variés et nombreux. Ils ouvrent ainsi de

nombreuses pages provenant de sites et acteurs différents dans lesquelles ils acquièrent des informations complémentaires : Parcousup, l'Onisep, des sites qui proposent des classements d'établissements, d'autres des témoignages d'étudiants, les pages Web des formations avec des informations précises sur les modalités d'admission, etc. Alors que les élèves de milieu populaire tapent des mots-clés moins nombreux et souvent moins pertinents, en se concentrant plus sur les perspectives d'emploi derrière. Ils se retrouvent alors rapidement enfermés dans des « boucles » informatiques avec peu d'acteurs différents, et moins d'informations stratégiques. Ils ont en outre plus de mal à distinguer ce qui relève du discours objectif et du discours marketing, notamment des formations privées.

N'est-ce pas aussi ce qui se passe dans les salons étudiants ?

Internet reproduit en effet certains processus à l'œuvre dans les salons sur l'enseignement supérieur, notamment cette visibilité accrue des acteurs privés marchands et leur marketing, vis-à-vis duquel les élèves ne sont pas tous égaux. Les élèves de milieux favorisés vont aux salons étudiants, mais souvent avec leurs parents. Ils en visitent parfois plusieurs, des plus ou moins spécialisés, et les complètent en se rendant à des journées portes ouvertes dans des établissements qu'ils comparent, comme ils le font sur Internet.

Les élèves défavorisés n'en visitent souvent qu'un seul, le salon officiel, en classe de terminale. Ils peuvent y être amenés avec tous leurs camarades par des enseignants qui délèguent parfois ainsi à ce dispositif une mission d'orientation avec laquelle ils ne sont pas à l'aise ou qu'ils n'ont pas le temps de développer. Dans ces salons, les élèves sont aussi mis devant la difficulté de devoir décrypter les présentations enthousiastes des formations qui jouent beaucoup sur le registre expressif de la vie étudiante, son côté « cool », etc., dans un objectif parfois sincère d'identification. Il faut être, là encore, capable de trier l'utile de l'accessoire pour son orientation.

C'est aussi sur ce registre de l'identification que jouent de nouveaux acteurs, présents, entre autres, sur Internet, qui proposent de mettre en contact les élèves avec des « tuteurs » ou « ambassadeurs »...

Effectivement, ces acteurs partent du principe que les problèmes d'accès à l'enseignement supérieur sont d'abord un problème d'autocensure. Les tuteurs sont alors là pour informer les élèves sur ces parcours, les « inspirer ». Cette démarche peut effectivement toucher une petite frange d'élèves, les « pépites » de banlieue ou du monde rural comme on dit parfois, qui se posent des questions auxquelles leur entourage ne peut répondre, ont de bons résultats mais besoin d'un coup de pouce pour oser postuler à des formations ambitieuses.

Cette démarche peut être initiée par des grandes écoles afin de montrer leur sollicitude pour des élèves des milieux défavorisés avec l'aide souvent de mécènes et de fondations privées. On retrouve parfois, à l'origine, des associations hybrides dont le financement est à la fois public et privé, et qui se focalisent aussi sur l'inspiration et l'élévation des aspirations. Ces démarches ne sont pas sans intérêt, mais le problème est que ces questions ne sont pas l'alpha et l'oméga de l'accès à l'enseignement supérieur.

Qu'en est-il des autres élèves, majoritaires, qui rencontrent des obstacles pour s'orienter dans le supérieur en raison de difficultés à trier l'information, mais surtout parce qu'ils ont des carences académiques pour prétendre à certaines filières ? Les étudiants tuteurs n'ont pas les compétences, et ne sont d'ailleurs pas sollicités dans ce but, pour accompagner pédagogiquement et remettre à niveau les élèves plus fragiles afin qu'eux aussi aient de l'ambition. Là est le rôle de l'institution

scolaire. Sauf que ces élèves baignent comme les autres dans les discours méritocratiques, puisque c'est de cela qu'il s'agit.

Quels effets ces discours peuvent-ils avoir sur eux ? Comment les accompagner ?

Pour un jeune qui va réussir à dépasser son horizon scolaire parce qu'il aura été mieux informé ou inspiré, combien d'autres en sortiront frustrés parce qu'ils ont entrevu un univers enchanteur où tout est possible, jusqu'à ce qu'ils ne reçoivent aucune proposition sur Parcoursup ou bien qu'ils se retrouvent en échec dans une formation pour laquelle ils n'avaient pas le niveau ? Je crois que ce discours du « tout vous est possible » est politiquement dangereux, et risque de créer une génération de frustrés, dans un contexte où la massification de l'enseignement supérieur et la généralisation de la sélection exacerbent la compétition entre jeunes pour l'accès aux filières, et ensuite aux emplois.

Il est utile de rappeler que, contrairement à ce que peuvent laisser penser certains discours en vogue, les questions de l'autocensure et de la mobilité sociale au moment des choix d'orientation ne sont pas qu'individuelles. Pour une grande partie des jeunes c'est avant, pendant la scolarité, que se joue la question de l'orientation, à travers la qualité et l'investissement que l'institution met dans des enseignements leur permettant d'acquérir les connaissances et compétences nécessaires pour prétendre aux meilleures formations du supérieur. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas les épauler au moment des choix d'orientation. Mais le défi principal de l'école aujourd'hui est d'offrir à tous un enseignement de qualité afin de réduire les inégalités sociales et scolaires.

Cette interview est parue dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette newsletter hebdomadaire en suivant ce lien.

Séverin Graveleau